

# ANALYSE CRITIQUE DE LA POLITIQUE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

La glorification de la démocratie bourgeoise, le patriotisme excessif, le vote du budget militaire, la main tendue aux catholiques, le travail pour l'Union des Français, ces traits caractéristiques de la politique actuelle du P.C.F., signifient-ils une « trahison » des vieilles conceptions révolutionnaires, un retour au réformisme, trahison résultant elle-même de la décadence de la dictature russe

Avant de proposer une appréciation, tâchons, en toute objectivité, de comprendre les mobiles véritables, la grande ligne stratégique de cette politique.

On peut la définir ainsi : le sort du prolétariat mondial est indissolublement lié à celui de l'U.R.S.S. Celle-ci est menacée par un bloc impérialiste qui, composé d'Etats fascistes ou fascisants, forme une Sainte-Alliance contre la classe ouvrière mondiale en général et contre le premier Etat socialiste en particulier.

La guerre paraît inévitable — elle a même déjà commencé en Espagne. Il s'agit donc de rassembler le maximum de forces disponibles contre le fascisme en utilisant les contradictions intérieures du monde capitaliste. La force du prolétariat mondial n'est nullement suffisante, mais il existe des ennemis réels ou, du moins, « potentiels » du bloc fasciste : ce sont ses rivaux impérialistes, les profiteurs de la guerre mondiale. On doit donc mettre à profit cette rivalité en faveur de l'U.R.S.S. et grouper ces impérialismes autour de l'U.R.S.S.

Au sein des couches dirigeantes de ces impérialismes « démocratiques », rivalisent deux orientations : les uns sont prêts à défendre avant tout leurs intérêts impériaux, menacés par le révisionnisme des concurrents ; les autres craignent les conséquences sociales pouvant résulter d'une guerre aux côtés de l'armée rouge et d'une défaite du fascisme en Allemagne et en Italie. Tandis que les premiers veulent maintenir le *statu quo* dans la politique extérieure, les seconds cherchent avant tout à maintenir le *statu quo* social : la domination capitaliste, si gravement menacée par le fait même de la révolution russe et de la construction socialiste sur un sixième du globe. Hitler, représentant des « intérêts historiques » du capitalisme, lance ses appels au nom de la « civilisation menacée » ; une partie de la bourgeoisie mondiale, prête à mettre au second plan ses intérêts particuliers pour sauver la domination bourgeoise, cherche un compromis avec le fascisme impérialiste — sur le dos de l'U.R.S.S. et du prolétariat mondial. On doit donc souder en un bloc le prolétariat, les « classes moyennes » et la partie de la classe dirigeante qui donne la préférence à la défense de ses intérêts particuliers, tout cela contre l'autre partie, fasciste et contre-révolutionnaire, de la bourgeoisie. Pour pouvoir le faire, on doit gagner la sympathie de cette tendance bourgeoise, en menant une politique et une propagande correspondantes : combat pour des réformes sociales, mais en s'opposant aux tentatives révolutionnaires ; glorification du nationalisme, d'où répression de pacifistes « purs ». Pour apaiser les craintes bourgeoises, on se déclare même pour le rétablissement de la « démocratie »... en Allemagne, on combat les tendances socialistes-révolutionnaires au sein de l'antifascisme allemand, on détruit même le Comité pour le Front populaire allemand, déjà fondé, parce qu'il se refuse à exclure le S.A.P. de son sein et n'accepte pas à 100 p. 100 la domination communiste ! En général, on cherche à réprimer tous les révolutionnaires dits « dogmatiques », qui, attachés à des conceptions dites périmées, placent, paraît-il, les intérêts particuliers de leur prolétariat national au-dessus des intérêts historiques du mouvement ouvrier confondus avec ceux de l'U.R.S.S., et ne

comprennent rien aux nécessités du moment. Ce n'est donc plus la lutte des classes au sein des diverses nations, c'est la lutte sur le plan de la politique extérieure qui résoudra le problème social de notre époque.

Telle est, fidèlement résumée, la thèse de l'Internationale Communiste.

Cette conception (qui offre un mélange de constatations justes et de conséquences néfastes) paraît être infiniment plus « réaliste » que tous les « dogmes abstraits » de « révolutionnaires à 100 p. 100 » — surtout si leur révolutionnarisme n'est basé en réalité que sur une sorte de pacifisme petit-bourgeois. D'un autre côté, l'expérience sectaire des différents courants trotskistes (orthodoxes ou non) a montré l'inefficacité complète d'une politique dogmatique. Il n'est donc nullement étonnant de voir des camarades approuver la ligne stratégique du parti communiste, tout en désapprouvant les méthodes politiques (par exemple : Ferrat, du groupe « Que Faire » et, plus encore, Jean Zyromski). Mais, en même temps, il est clair que cette stratégie, si différente du réformisme classique, se heurte à des sentiments profonds qui constituent jusqu'ici le contenu essentiel de la « gauche historique » française : l'amour pour la liberté individuelle, le pacifisme, l'anticléricalisme.

Dans ces conditions, le parti communiste ne peut pas expliquer sa ligne véritable : d'abord parce qu'il effrayerait les couches bourgeoises dont il veut gagner la sympathie ; ensuite, parce que, pour les besoins de sa propagande au sein du prolétariat, il doit couvrir sa marchandise sous le pavillon de la Révolution russe et de Lénine ; enfin, parce qu'il y a une contradiction fondamentale entre cette stratégie et la volonté de la grande masse ouvrière et petite-bourgeoise française : celle-ci préférera un isolement de l'U.R.S.S. à l'entrée en guerre de la France pour sauver la Russie soviétique. Cette nécessité de cacher sa propre ligne de conduite entraîne le changement des méthodes politiques du parti. Les tentatives de « mise au pas » autoritaire (sous une apparence démocratique), les calomnies, les meurtres, les disparitions mystérieuses de militants révolutionnaires, etc., deviennent monnaie courante ; ces méthodes sont renforcées par la structure bureaucratique de l'Internationale Communiste, à la tête de laquelle se trouve placée une nouvelle couche dirigeante surgie de l'évolution d'un Etat arriéré, isolé, dans lequel un « prolétariat » au sens marxiste du mot, n'existe plus.

Il y a une interdépendance inévitable entre les « méthodes » et la « politique », les camarades qui approuvent la ligne stratégique ne devraient pas l'oublier...

Ne nous bornons pas à une critique abstraite. Il devient à peu près inutile d'opposer à des déclarations de Maurice Thorez, fils du peuple jacobin de France, les thèses de Lénine, théoricien de la révolution prolétarienne internationale. Le léninisme, « le marxisme de l'époque de la révolution mondiale », ne saurait habiter une organisation internationale qui déclare que, actuellement, il ne s'agit pas d'opposer la dictature du prolétariat à la domination bourgeoise, mais « la démocratie » au « fascisme » ! (Dimitroff au VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste.) Mais analysons plutôt les résultats de cette politique, conformément à la saine méthode scientifique :

L'U.R.S.S. entre à la S.D.N. (ce que l'U.R.S.S. de Lénine aurait sans doute fait aussi) ; en même temps, les différentes sections de l'Internationale Communiste ont commencé à glorifier cette institution impérialiste (ce que l'Internationale Communiste de Lé-

nine n'aurait certainement jamais fait). Le résultat n'est nullement le renforcement de la S.D.N., au contraire, c'est son affaiblissement complet et, par ailleurs, le renforcement des illusions bourgeoises dans les masses ouvrières.

Le pacte franco-russe est signé (ce que Lénine aurait sans doute fait), et le Parti communiste français commence, au même moment, à devenir nationaliste, à glorifier l'armée française (ce que le Parti communiste français du temps de Lénine n'aurait certainement jamais fait). Le résultat ? Au lieu d'un renforcement de l'alliance franco-russe, nous avons vu passer la politique extérieure française sous la direction des conservateurs anglais, principaux soutiens de Hitler en Europe ! En même temps, nous assistons en France à un renforcement effrayant aussi bien des idéologies nationalistes et chauvines dans les masses, qu'à un renforcement de l'appareil militaire de l'Etat capitaliste, dirigé par des officiers réactionnaires.

La guerre éthiopienne éclate. Malgré les sanctions, l'U.R.S.S. continue à fournir du pétrole à Mussolini, espérant entraver une entente italo-allemande. Résultat : renforcement du fascisme international, axe Rome-Berlin, tandis que la Petite-Entente commence à craquer et que l'Angleterre réussit à détacher la Turquie de l'U.R.S.S. (conférence de Montreux).

L'Internationale Communiste, fidèle à sa ligne de conduite, renonce au travail révolutionnaire dans les colonies. Résultat : aujourd'hui autant qu'hier, les partis communistes sont accusés par la réaction de fomenter des troubles dans les colonies, mais c'est la propagande fasciste qui y pénètre, car les fascistes peuvent maintenant se déclarer les seuls apôtres de la liberté des peuples coloniaux

L'Humanité fête l'arrivée à Paris du maréchal polonais Rydz-Smygli. Or, Rydz-Smygli s'avère être le principal chef des fascistes polonais et l'ami intime du colonel Beck, initiateur du rapprochement germano-polonais !

En Espagne, le parti communiste cherche à gagner les sympathies des impérialismes français et anglais pour la cause de la République. Il se déclare ennemi de la révolution prolétarienne espagnole, il glorifie la République bourgeoise, emprisonne et persécute, par milliers, des révolutionnaires anarchistes, poumistes, socialistes. Résultat : la politique dite de « non-intervention » est maintenue, l'Angleterre soutient Franco de plus en plus ouvertement, tandis que la victoire antifasciste est fortement compromise par la répression des révolutionnaires, la suppression de toute démocratie véritable et la démolition génératrice des tendances défaitistes qui en résultent.

On ne peut contester les faits. Ils sont là. Ils jugent.

On ne peut pas tromper les classes sociales ? Prévisions : on ne peut pas tromper les classes dirigeantes, mais on peut, malheureusement, désorienter les classes opprimées. L'Internationale Communiste le fait par des méthodes ultra-modernes, « totalitaires ». Les conséquences en ont été terribles jusqu'à aujourd'hui. Elles menacent de nous mener TOUS ENSEMBLE (les communistes comme nous !) à une catastrophe épouvantable, demain.

## G. THOMAS.

P.-S. — Cet article était écrit avant le putsch fasciste du Brésil, la crise belge et la lettre de Dimitroff sur l'U.R.S.S. et la classe ouvrière internationale. Ce dernier document nous paraît assez symptomatique, venant après la lettre du Parti communiste au Conseil national, dans laquelle, pour la première fois, le Parti communiste accepte les nationalisations (celles des assurances pour commencer). S'agit-il d'un NOUVEAU TOURNANT ? Nous commenterons ce texte capital dans notre prochain numéro.

# LA SECURITE COLLECTIVE PAR LE PETROLE

Au seuil de ce sombre hiver 1937-38, nous n'avons plus à nous demander : « La guerre passera-t-elle ? » La guerre est là. Massacres d'hommes, de femmes et d'enfants sur la terre d'Espagne. Massacres d'hommes, de femmes et d'enfants sur la terre de Chine. Demain, si l'« obéissance passive » aux militaires et aux diplomates continue, massacres d'hommes, de femmes et d'enfants un peu partout sur le globe. Partout, des esclaves assassinant des esclaves. Cela s'appellera « application de la Sécurité collective », et « assistance mutuelle » pour la « Paix indivisible » !

Pour cette « Sécurité » du carnage, nous ne marchons pas. Nous goûtons très peu la « défense de la Paix par la guerre », et celle de la Liberté par les militaires... Mais nous avons une autre méthode à proposer à nos politiciens, une méthode technique, économique, non belliqueuse, qui a le tort, sans doute, de ne pas reposer sur la course aux armements, la militarisation et l'Union Sacrée, mais le mérite de ne faire appel à l'effort que des puissances qui se disent démocratiques et amies de la paix. Les « sanctions économiques », pour être efficaces, avaient besoin de l'universalité d'une S.D.N. dont la pourriture n'est plus un secret pour personne. L'embargo sur le pétrole et le mazout à destination des agresseurs, peut être appliqué par le bloc des « démocraties » dévouées à la Sécurité collective qui, par un heureux hasard (?) de l'Histoire, se trouvent détenir tout le pétrole entre leurs mains pacifiques...

Pour aider les militants à mener cette campagne déjà commencée, nous leur présentons un petit rapport chiffré... et probant.

## I. — Rôle du pétrole dans la guerre moderne

La demande mondiale de pétrole est en croissance vertigineuse. En milliers de tonnes :

	1880	1890	1900	1920	1934
	3.900	11.000	19.600	96.000	205.000

Quelles sont les utilisations principales du pétrole dans la guerre ? Sans pétrole et sans mazout, s'arrêteraient net tanks, avions, formations motorisées et navires de guerre, qui n'utilisent plus guère que le mazout (en 1934, 46,45 % du tonnage mondial employaient le mazout, et cette proportion est depuis en progression constante et rapide).

## II. — Déficit pétrolier des puissances fascistes, agresseurs actuels ou éventuels

Laissant de côté les Etats-Unis, dont la consommation égale à peu près la production, toutes les grandes nations industrielles, sauf la Russie, consomment beaucoup plus de pétrole qu'elles n'en produisent. Chiffres en milliers de tonnes :

	Production		
	1933	1935	1936
Japon	—	268	550
Italie	25	250	—
Allemagne	—	430	—
	Consommation		
	1933	1935	1936
Japon	2.340	—	3.950
Italie	1.749	2.450	—
Allemagne	2.574	—	—

On remarquera que le déficit pétrolier de l'Italie a augmenté en valeur absolue. D'autre part, les guerres d'Ethiopie et d'Espagne pour l'Italie, de Chine pour le Japon, n'ont pu qu'accroître démesurément la consommation et par suite le déficit.

Notons qu'en 1936, le Japon ne couvrait lui-même que 12 % de sa consommation en pétrole.

## III. — Qui produit le pétrole ?

Il y a trois catégories d'Etats producteurs :

- Les Etats-Unis importent et exportent, en quantités sensiblement égales (ils fournissent à eux seuls la moitié de la production mondiale) ;
- La Roumanie et la Russie s'alimentent elles-mêmes, et exportent une forte proportion de leur production ;
- Le Venezuela, la Perse, les Indes néerlandaises, le Mexique, la Colombie et l'Irak exportent la quasi-totalité de leur production.

## IV. — A qui appartient le pétrole ?

Quatre trusts se partagent 86 % du ravitaillement mondial en pétrole, Etats-Unis mis à part (chiffres de 1934, en milliers de tonnes) :

Syndicat du naphthé, soviétique	21.440
Standard Oil, américaine	15.912
Royal Dutch Shell, anglaise	15.855
Anglo-Persian anglaise	7.100
Autres groupes	9.539

## V. — Les fournisseurs de pétrole

Voici les chiffres d'exportation pour 1933, en milliers de tonnes :

	Exportation en milliers de tonnes	Pourcentage des exportations mondiales
Vénézuéla	16.587	30,5
Etats-Unis	7.740	14,8
Roumanie	5.883	10,8
Perse	5.730	10,5
U.R.S.S.	4.894	9,0
Indes néerlandaises	4.730	8,7
Mexique	3.298	6,1
Divers	5.363	9,7

Depuis 1933, l'Irak est devenu fournisseur de pétrole. En 1935, il fournissait déjà 3.350 milliers de tonnes. Il semble destiné à devenir un grand réservoir pour l'avenir. L'Irak Petroleum Cy divise ses actions en quatre parts représentant chacune 23,75 % des actions, et appartenant à l'Anglo-Persian, à la Royal Dutch, à la Compagnie française des Pétroles (ses actions appartiennent pour moitié à l'Etat français), à une filiale de la Standard Oil ; 5 % des actions appartiennent à M. Goulbenkian (part de fondateur).

Les gouvernements « démocratiques » et « amis de la Paix », dévoués aux principes de la « Sécurité collective » et de l'« assistance mutuelle » contre l'agresseur, détiennent-ils des moyens d'action pour empêcher chacun des fournisseurs les plus importants de continuer à exporter son pétrole vers les agresseurs fascistes ? Oui ! En effet :

Tout le pétrole du Venezuela appartient à la Standard Oil américaine et à la Royal Dutch anglaise. La parole est aux gouvernements américain et britannique !

Le pétrole exporté par les Etats-Unis appartient à la Standard. Même cas !

Le pétrole de Roumanie dépend de la Royal Dutch, de la Standard Oil et de capitaux franco-belges. De plus, la Roumanie fait partie de la Petite-Entente, toute dévouée à la Sécurité collective, et c'est une « amie de la France », puisque le roi Carol, tout récemment, vendait aimablement au général Gamelin le sang de ses sujets. Pour le prix que « nous » avons dû payer cette promesse de chair fraîche, peut-être pourrions-nous tout aussi bien acheter l'arrêt de la vente du pétrole roumain aux « fauteurs de guerre » ?

Le pétrole de Perse est exploité par l'Anglo-Persian. Avis au gouvernement anglais ! C'est le Syndicat du Naphthé, trust d'Etat, qui exploite le pétrole russe. Le gouvernement soviétique ne peut donc se heurter à aucun obstacle le jour où il lui prendra fantaisie de cesser de ravitailler ses « ennemis » intimes : l'Italie et le Japon...

Le pétrole des Indes néerlandaises appartient pour 24,1 % à la Standard Oil, et pour 70,7 % à la Royal Dutch. Les gouvernements américain, anglais et hollandais (car la Hollande fait partie de la Sécurité collective) sont donc souverains sur ce pétrole.

Le gouvernement mexicain est un gouvernement de Front populaire. Il est le seul, avec l'U.R.S.S., qui ait constamment fourni en armes les républicains espagnols, et ne saurait par conséquent hésiter un instant à refuser tout pétrole aux fascismes belliqueux.

Enfin, le pétrole de Colombie est entièrement sous le contrôle de la Standard américaine. Quant au pétrole de l'Irak, nous avons vu qu'il était sous le contrôle de l'Anglo-Persian (Angleterre), de la Royal Dutch (id.), de la Standard Oil (U.S.A.) et de la Compagnie française des Pétroles (France). Les tentatives italiennes pour mettre tout ou partie la main sur le pétrole irakien n'ont jusqu'ici pas abouti.

## VI. — Le transport du pétrole

Les navires pétroliers appartiennent tantôt aux gouvernements, tantôt aux trusts du pétrole, et enfin, pour une faible part, à des armateurs privés. Voici les tonnages de ces flottes en 1934 :

	Nombre de navires	Milliers de tonnes
<b>Trusts :</b>		
Standard Oil	332	3.295
Royal Dutch	144	1.169
Anglo-Persian	87	824
Autres groupes	119	1.136
<b>Gouvernements</b>	126	923
<b>Armateurs indépendants</b>	612	5.223
<b>Total</b>	1.420	12.570

Chiffres des tonnages des flottes pétrolières de divers pays, 1934 (en milliers de tonnes) :

Pays fascistes :	Unités	Tonnages
Japon	20	134
Allemagne	31	133
Italie	65	315
<b>Pays scandinaves (socialistes) :</b>		
Danemark	13	93
Suède	16	130
Norvège	213	1.507